Décision n° 4314 – Commune de Toulouse c/ M. A.

Rapporteur : M. Jacques-Henri Stahl

Rapporteur public : M. Paul Chaumont

Séance du 17 juin 2024

Lecture du 8 juillet 2024

M. A. a été embauché, à compter du 1^{er} mars 2008, par contrat à durée indéterminée par la commune de Toulouse en qualité d'assistant funéraire à la régie des pompes funèbres et affecté à un crématorium géré par la commune. Par arrêté du 3 juillet 2018, il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite et radié des cadres. Saisi d'une demande de requalification de cette mise à la retraite en licenciement sans cause réelle et sérieuse et en paiement de diverses indemnités, un conseil des prud'hommes a décliné la compétence de la juridiction judiciaire pour connaître de ce litige par jugement du 11 mai 2021. Ce jugement a été infirmé par la cour d'appel de Toulouse, par un arrêt du 14 janvier 2022. Sur pourvoi, la Cour de cassation a, par arrêt du 6 mars 2024, renvoyé au Tribunal des conflits, par application de l'article 35 du décret du 27 février 2015, le soin de décider sur la question de compétence.

La jurisprudence antérieure du Tribunal qualifiait le service extérieur des pompes funèbres de service public à caractère administratif (TC, 20 janvier 1986, *Ville de Paris c/ Sté Roblot et autre*, 2413). Toutefois, à la suite de la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 – dont les dispositions sont aujourd'hui codifiées à l'article L. 2223-19 du code général des collectivités territoriales –, qui a ouvert le marché des pompes funèbres aux entreprises privées, un avis émanant de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat a qualifié ce service de service public industriel et commercial (CE, Section de l'intérieur, avis n°358102, 19 décembre 1995).

Prenant acte de ces évolutions, le Tribunal des conflits abandonne sa jurisprudence antérieure et retient que le service extérieur des pompes funèbres présente le caractère d'un service public industriel et commercial.

Toutefois, en l'espèce, M. A. était employé par le crématorium communal. Or la gestion d'un crématorium, si elle participe des opérations funéraires, ne relève pas expressément des composantes du service extérieur, énumérées à l'article L. 2223-19 du code général des collectivités territoriales, et les dispositions qui la régissent spécifiquement relèvent d'une sous-section distincte au sein de ce code. Le crématorium présente notamment la particularité de demeurer un monopole communal, en vertu des dispositions de l'article L. 2223-40 du même code.

Mais, constatant qu'en l'espèce, la régie des pompes funèbres gère à la fois et selon les mêmes modalités le service extérieur des pompes funèbres et le crématorium où était affecté M. A., le Tribunal retient que ce dernier présente également le caractère d'un service public industriel et commercial, sans qu'y fasse obstacle la circonstance que l'article L. 2223-40 du code général des collectivités territoriales réserve aux communes la compétence pour créer et gérer les crématoriums.

Le contrat liant M. A. à la commune de Toulouse étant ainsi un contrat de droit privé, le Tribunal retient la compétence de la juridiction judiciaire.